



Cameroun : la succession en suspens

Ce que le retrait de l'arbitrage central change pour vos opérations

L'ESSENTIEL

Paul Biya est rentré à Yaoundé le 20 août 2026, après plus de deux mois d'absence. Le gouvernement annoncé fin décembre 2025 n'a pas été formé, la vice-présidence instituée en avril reste sans titulaire, et le calendrier électoral a été repoussé par décret. L'État continue de fonctionner, mais la capacité d'arbitrage se raréfie. Pour une entreprise exposée au pays, cela ne se traduit pas par une rupture : cela se paie en retard.

QUATRE FACTEURS DÉTERMINANTS

- **Vice-présidence vacante** — ce poste, créé par la révision constitutionnelle du 4 avril 2026, ce poste désigne le successeur automatique du chef de l'État, mais n'a toujours pas de titulaire.
- **Remaniement différé** — annoncé depuis décembre 2025, sans cesse repoussé.
- **Rivalité entre clans** — le cercle du Palais, la vieille garde du RDPC et la galaxie Franck Biya se disputent le contrôle de la transition.
- **Crise sécuritaire persistante** — régions anglophones partiellement hors de contrôle, pression de Boko Haram et de l'État Islamique en Afrique de l'Ouest dans l'Extrême-Nord.

CE QUE CELA CHANGE POUR VOS OPÉRATIONS

Décision publique. Signatures différées, autorisations et renouvellements bloqués au niveau ministériel, arbitrages PPP suspendus, coût du financement local en hausse. Deux questions restent sans réponse pour un investisseur : qui décide réellement, et quelle trajectoire économique survivra au prochain tournant politique.

Autorisations locales. Les mandats électifs sont prorogés par décret plutôt que renouvelés par le vote. Un accord obtenu auprès d'un maire ou d'un préfet ne protège plus d'un blocage local : la licence réelle d'exploitation se déplace vers l'acceptabilité communautaire.

Terrain et mobilité. Moins l'arbitrage central est visible, plus les commandants de région et les préfets appliquent leur propre logique. Cela se traduit par des décisions locales imprévisibles sur les accès, les escortes et les fermetures d'axes, un interlocuteur qui change sans préavis, et des délais de résolution allongés en cas d'incident.

Repère chiffré — Les dix jours de troubles post-électorales, du 26 octobre au 5 novembre 2025, ont coûté 200 milliards de FCFA de pertes directes aux entreprises, dont 160,5 milliards à Douala, selon une enquête du Gecam menée auprès de 289 entreprises. Près d'une entreprise sur cinq a réduit ses effectifs.

TROIS SCÉNARIOS, TROIS SIGNAUX

Scénario	Probabilité	Signal à surveiller
Continuité verrouillée Le système absorbe la faible présence présidentielle sans rupture visible	Plausible	Rythme des décrets, formation du gouvernement
Compétition contrôlée Positionnements croissants sans affrontement ouvert	Possible	Nomination d'un vice-président
Rupture majeure Choc politico-sécuritaire	Peu probable	Absence d'arbitrage sur une crise ouverte, mobilisation populaire

POUR ALLER PLUS LOIN

Cette note est extraite d'une analyse plus complète de la séquence ouverte par l'absence présidentielle : acteurs, scénarios et implications opérationnelles. Muinda suit les dynamiques politiques du continent africain et leurs conséquences sur les décisions d'implantation, d'investissement et d'exploitation.

contact@muinda.fr · muinda.fr